

Cinq décès «calmes et rapides»

16/03/2011 09:38:00



Le nombre d'euthanasies est resté limité à cinq ces deux dernières années : il s'agissait de malades souffrant d'un cancer (Photo: Pierre Matgé)

La commission nationale de contrôle et d'évaluation de la loi du 16 mars 2009 considère que son application n'a pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient des initiatives législatives. Cinq euthanasies ont été pratiquées depuis deux ans. En revanche, près de 700 déclarations de fin de vie sollicitant l'euthanasie sont parvenues à la commission. Qui vient de remettre son premier

rapport aux députés.

*De notre journaliste
Geneviève Montaigu*

La perspective de dépénaliser l'euthanasie et l'assistance au suicide avait déchaîné toutes les passions, il y a deux ans, au moment de voter la loi. Depuis son entrée en vigueur, la loi du 16 mars 2009 est suivie de près par la commission nationale de contrôle et d'évaluation qui veille à sa bonne application.

Cette commission, avec à sa tête la présidente du tribunal d'arrondissement de Luxembourg nouvellement élue, Eliette Bauler, n'a pas été débordée depuis sa création. En deux ans, cinq demandes d'euthanasie sont parvenues entre les mains des médecins, juristes et représentants des patients qui composent cette commission. Et vous, vous auriez dit combien?

En Belgique, où l'euthanasie a été dépénalisée en 2002, 900 demandes ont été formulées les trois premières années, ce qui reviendrait à dire que le Grand-Duché en a connu proportionnellement cinq fois moins. Finalement, les craintes émises lors du débat fébrile qui avait accompagné ce projet de loi n'avaient pas lieu d'être.

Il n'y a pas eu de recours important à l'euthanasie depuis deux ans et les députés viennent d'en être informés à travers le premier rapport remis lundi. Ainsi, sur les cinq euthanasies pratiquées, aucun manquement légal n'a été constaté. Ces décès doivent être considérés comme des morts naturelles, selon la commission, qui en a longuement discuté.

681 déclarations

Les souffrances des malades qui ont choisi d'en finir étaient tant physiques que psychiques et ont été «décrites comme constantes et insupportables», note la commission dans son rapport. «Un consensus s'est dégagé pour reconnaître que le caractère constant et insupportable de la souffrance doit faire l'objet d'une concertation approfondie entre le patient et le médecin», indique encore la commission, qui a débattu également de cette question.

Ces euthanasies, dont aucune n'a été pratiquée dans une maison de soins ou un centre intégré, ont été opérées au domicile (un seul cas) ou à l'hôpital.

Toutes les personnes concernées souffraient d'un cancer. La manière dont est pratiquée l'euthanasie est toujours la même : il y a d'abord une anesthésie générale suivie de l'injection d'un paralysant neuromusculaire qui provoque le décès par arrêt cardiorespiratoire. «La mention d'un décès calme et rapide en quelques minutes, obtenu par cette technique, est rapportée par les médecins dans la déclaration», relate la commission dans son rapport.

Si peu de demandes d'euthanasie ont été formulées depuis deux ans, 681 personnes, en revanche, ont pris leurs dispositions pour bénéficier d'une euthanasie et 58% sont des femmes. «Les dispositions de fin de vie sont une demande d'euthanasie faite à l'avance pour le cas où le patient se trouverait, à un moment ultérieur de sa vie dans une situation d'inconscience irréversible selon l'état de la science et souffrirait d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable et que cette situation serait irréversible selon l'état actuel de la science.» Les dispositions de fin de vie doivent être enregistrées auprès de la commission nationale de contrôle et d'évaluation.